

Statement

Department of  
External  
Affairs



Discours

Ministère des  
Affaires  
extérieures

89/41

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

DÉCLARATION DU TRÈS HONORABLE JOE CLARK,  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
A LA 60E RÉUNION ANNUELLE DE LA  
CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA

SAINT JOHN (NEW BRUNSWICK)

Le 18 septembre 1989

Secretary of State  
for  
External Affairs

Secrétaire d'État  
aux  
Affaires extérieures

Canada

Mesdames et Messieurs, bonjour. Il me fait grand plaisir de me retrouver avec vous ce matin dans la prospère cité asiatique de Saint-Jean, l'une de nos portes d'accès au Pacifique.

Avant de corriger ma géographie, souvenez-vous que la région Asie-Pacifique a nettement laissé sa marque sur cette province, sur cette région et sur l'ensemble du Canada. C'est, après tout, un investissement japonais de plus de 50 millions \$ dans la New Brunswick International Paper qui a contribué à promouvoir les opérations de cette entreprise.

À l'approche de la dernière décennie du vingt-et-unième siècle, nous pouvons voir émerger un monde très différent. Après quarante années d'évolution à l'intérieur du système mondial qui nous a été légué par la Seconde Guerre mondiale, la scène internationale connaît une transformation fondamentale et révolutionnaire.

En 1946, Winston Churchill disait qu'un rideau de fer était descendu sur l'Europe. Cela reflétait une guerre froide des idéologies qui commence enfin à s'estomper. Cette guerre idéologique qui a surgi dans les dernières étapes du conflit global il y a quarante-quatre ans commence enfin à s'estomper. Elle a été gagnée sans équivoque par les forces de la démocratie et de la raison. Sa disparition fait aussi disparaître les effets perturbateurs de la bipolarité. Toutes les questions qui se posent ne sont plus vues comme nous opposant à eux. Les économies du tiers monde ne sont plus considérées comme des prix qui doivent être remportés par nous ou par eux.

Le nouveau monde qui émerge est nettement plus multipolaire. C'est un monde dans lequel les grands problèmes internationaux que sont la pauvreté, l'endettement ou le développement soutenu sont plus équitablement partagés par un plus grand nombre de pays. Le Canada, le Japon et ses partenaires européens du Sommet jouent effectivement des rôles plus importants dans le règlement de ces problèmes et sur d'autres questions globales cruciales. Et ce n'est pas parce que les États-Unis sont en déclin. C'est plutôt parce que la fin de la bipolarité suppose un partage plus équitable de nos responsabilités, une meilleure reconnaissance de la puissance, de l'influence et des aptitudes des grandes nations industrielles.

Le capitalisme a vaincu le communisme. Il ne l'a pas fait avec une puissance militaire supérieure, mais avec une série de succès impressionnants devant une série d'échecs lamentables. Pas un seul pays en développement n'a réussi à franchir le seuil du développement en utilisant l'Union soviétique comme modèle. C'est un fait. C'est la dure leçon qu'ont apprise le Vietnam, le Mozambique, Cuba et tous les autres pays qui ont utilisé un modèle marxiste. D'autre part, nous avons vu le succès qu'ont connu les économies qui ont choisi le modèle du capitalisme. La

Corée, Taïwan, Hong Kong et Singapour sont devenus des donneurs d'aide. La Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie ne sont pas loin derrière.

Les grands clivages Est-Ouest et Nord-Sud commencent à s'estomper et deviennent de moins en moins distincts. Le rôle international du Canada s'en trouve valorisé. J'aimerais vous parler de quelques-unes des grandes orientations de notre politique étrangère, qui n'ont jamais eu autant d'importance qu'aujourd'hui.

Nombre de Canadiens sont surpris de se faire dire que le Canada est une grande puissance. Peut-être parce que nous avons observé trop longtemps un monde dominé par les superpuissances. Peut-être parce que nous vivons à proximité des États-Unis, ou que nous souffrons d'un syndrome national d'auto-dépréciation. Quelles que soient les causes de notre tendance à sous-estimer l'importance du Canada, cette tendance n'est pas largement répandue. Au plan international, il est clair que le Canada est considéré comme une grande puissance.

Lorsque des différends régionaux surgissent et que la communauté internationale recherche des pays non impliqués pour tenter de trouver des solutions équilibrées pour instaurer la paix, on se tourne souvent vers le Canada. C'est le cas au Moyen-Orient depuis trente ans. Même chose dans les dix-neuf années de maintien de la paix en Indochine. Même chose dans les cas de Chypre, de la guerre Iran-Irak, de la Namibie et de l'Amérique centrale. Et le mois dernier à Paris, nous avons joué un rôle clé à la Conférence convoquée pour instaurer la paix au Cambodge. Et je pourrais multiplier les exemples.

Un nouveau pragmatisme a commencé à supplanter la rhétorique dans les efforts du monde en développement pour s'attaquer aux véritables causes du sous-développement. Et le Mouvement non aligné considère le Canada comme une puissance non idéologique avec laquelle des associations pratiques sont possibles. C'est pourquoi le Canada a été officiellement invité à Belgrade, au début du mois, pour la Conférence au Sommet des non-alignés. C'est pourquoi la coopération du Canada avec les pays en développement au sein du Groupe de Cairns et dans le cadre des efforts pour réformer le système des Nations Unies a été si fructueuse.

Il est aussi clair que les mesures que prend le Canada sur la scène mondiale peuvent être considérées comme les efforts d'une grande puissance pour poursuivre ses intérêts nationaux propres. Et nous ne le faisons pas en cachette. Notre crédibilité dans le monde s'en trouve même renforcée.

Au plan international, nous sommes considérés comme étant légitimement intéressés par les questions de réfugiés parce

que nous sommes un important pays de réinstallation. Notre intérêt pour les questions de sécurité dans la région Asie-Pacifique résulte directement de nos intérêts à long terme dans les marchés asiatiques et d'une stabilité régionale si essentielle pour la croissance des marchés sur le long terme. La participation canadienne aux discussions sur la coopération dans la région Asie-Pacifique et sur la création de nouvelles institutions économiques dans la région du Pacifique est acceptée sans question. Nous sommes, après tout, l'une des grandes nations commerçantes du bassin du Pacifique, avec des échanges trans-pacifiques annuels évalués à près de quarante milliards de dollars.

Lorsque nous réagissons aux événements politiques en Chine, le monde porte attention. Nous nous sommes donné une politique distincte et indépendante qui a amené le monde occidental, il y a vingt ans, à favoriser le retour de la Chine dans la communauté des nations.

Ce qui se produit aujourd'hui en Asie appelle un grand réexamen de ce que nous faisons comme pays. De façon plus précise, nous sommes en train de nous équiper adéquatement pour le siècle que plusieurs appellent le "siècle du Pacifique".

Examinons un moment cette région à qui devrait appartenir le siècle dans lequel vivront nos enfants et leurs descendants.

La région renferme aujourd'hui plus de la moitié de l'humanité. Avec sa taille et son taux de natalité élevé, elle pourrait bien contenir l'équivalent de toute l'actuelle population du globe dans juste un peu plus de deux décennies. Il n'est pas étonnant qu'elle soit la source de la plus large partie des migrations dans le monde, et qu'elle compte pour au moins cinquante pour cent des immigrants que reçoit le Canada.

Il y a vingt ans, le Japon était le seul pays asiatique parmi les quinze principales économies exportatrices du monde. Aujourd'hui, la Corée, Taïwan, la Chine et Hong Kong sont sur cette liste. Dans vingt ans, ces quatre "tigres" devraient avoir atteint la moyenne européenne pour ce qui est du développement industriel.

Il y a vingt ans, nous considérons les radios et les voitures japonaises comme des produits bon marché et fonctionnels mais n'ayant pas la qualité et la complexité des produits nord-américains. Aujourd'hui, le Japon est l'un des grands producteurs automobiles du monde, le leader mondial pour l'électronique grand public et le pays du monde qui investit le plus de ressources de recherche-développement par habitant dans les nouvelles technologies.

Il y a vingt ans, le Japon était l'un des deux plus gros emprunteurs à la Banque mondiale. Aujourd'hui, il est le plus gros donneur d'aide et abrite vingt-et-une des plus riches institutions financières du monde.

Il y a vingt ans, le yen japonais était considéré comme une monnaie faible à utilisation strictement locale; comme une monnaie sans valeur réelle. Aujourd'hui, le Japon est le banquier du monde. Il surpasse tous les autres pays par ses investissements et se constitue les plus fortes réserves de devises de l'histoire.

Le Japon n'est pas la seule grande puissance asiatique. La Corée consacre des montants massifs à la science et à la technologie. Certaines de ses firmes les plus importantes consacrent au moins vingt pour cent de leurs dépenses globales à la recherche et au développement. Taïwan et Hong Kong amassent des réserves de devises qui rivalisent celles du Japon. Le Japon et les tigres asiatiques ont des réserves collectives d'environ 250 milliards de dollars. Ces réserves leur donnent une souplesse et une résistance extraordinaires devant les défis économiques posés par les récessions globales.

Il se produit un autre changement extraordinaire: c'est l'intégration graduelle des économies de la bordure du Pacifique-Ouest. Le Japon s'est d'abord préparé à concurrencer l'Amérique et l'Europe dans les industries ergatiques de moins grande technicité. Les quatre tigres ont fait de même - avec l'encouragement des politiques du Japon concernant l'investissement et la passation des marchés. Ces pays se sont donné pour objectif de prendre à leur compte la production à forte utilisation de main-d'oeuvre qu'un Japon plus riche ne pouvait plus se permettre de soutenir.

L'heureux dosage des politiques que le Japon a adoptées sous l'égide et avec l'encouragement des États-Unis dans l'après-guerre a été reproduit avec succès par la Corée, Taïwan et les autres économies asiatiques. Des taux d'épargne élevés, une consommation décalée, une restructuration industrielle rapide et une concentration des exportations ont garanti leur succès économique.

Et les tigres eux-mêmes sont en train de passer leur production au palier suivant: ce sont donc maintenant la Thaïlande et la Malaisie qui bourdonnent d'activité.

Même le Vietnam, avec sa population active scolarisée, mobile et motivée, pourrait bien devenir un tigre dans les premières décennies du siècle prochain. C'est-à-dire s'il peut se doter de bonnes politiques. De façon plus précise, s'il retire ses troupes du Cambodge et qu'il contribue utilement à un

règlement politique durable des problèmes de l'Indochine. De telles initiatives contribueraient à attirer les investissements et les échanges dont il a besoin pour mobiliser son économie.

Le commerce à l'intérieur de la région Asie-Pacifique s'accroît plus vite que le commerce interne de toute autre région du monde. Ce commerce s'accroît plus rapidement que le commerce entre l'Amérique du Nord et l'Europe. Plus rapidement aussi que le commerce entre l'Amérique du Nord et l'Asie. Et même plus rapidement que le commerce entre le Canada et les États-Unis.

Les pays de la région n'ont pas manqué de le remarquer. Ces pays deviennent de plus en plus confiants. Ils se tournent vers le monde et s'affirment sur la scène mondiale. Ils insistent de plus en plus fortement pour que les intérêts de leurs économies et de leur région soient pris en compte. Tout ceci s'est accompagné d'un plus fort sentiment d'appartenance à la collectivité régionale. La redynamisation de la Conférence sur la coopération économique dans la région du Pacifique et la première réunion économique régionale qui devrait se tenir au niveau ministériel à Canberra en novembre indiquent que l'on comprend de mieux en mieux l'utilité d'édifier une communauté du Pacifique. Une communauté qui se donnerait des institutions pouvant s'occuper de ses problèmes propres.

Où se situe donc le Canada dans tout ceci? Pour le Canada, l'Asie est-elle vraiment importante? Et si elle l'est, comment réagissons-nous?

Certains d'entre vous seront peut-être surpris d'apprendre que, de tous les pays de l'OCDE, seule l'Australie dépasse le Canada pour la fiabilité de ses relations économiques avec l'Asie. Notre commerce avec le Japon est plus important pour les Canadiens que le commerce États-Unis-Japon l'est pour les Américains ou que le commerce Europe-Japon l'est pour les Européens. Selon toutes les tendances observées, l'importance relative que prennent pour nous nos relations économiques avec la région du Pacifique ne peut que s'accroître.

En 1989, nos échanges bilatéraux avec le Japon pourraient bien dépasser les vingt milliards de dollars. Cela équivaut à peu près à la valeur de nos échanges avec tous les pays de la Communauté européenne. Notre commerce avec l'ensemble de la région Asie-Pacifique se situera dans les quarante milliards de dollars. Ce montant ne se compose pas seulement de blé ou de potasse. Il englobe du matériel de commutation numérique hautement sophistiqué, technologie qui, soit dit en passant, a été développée au Canada. Même dans les productions relativement primaires, une proportion de plus en plus grande de nos exportations reçoit la plus grande valeur qu'il est possible de leur ajouter, en partie dans cette région. Les repas de poisson préemballés pour le micro-ondes et destinés au consom-

mateur japonais, les ossatures préfabriquées pour la construction de maisons et les pommes-frites précoupées fourniront des emplois dans l'Est du Canada. Presque tout le capelan exporté de Terre-Neuve va au Japon. Une entreprise du Nouveau-Brunswick, la Connors Brothers Limited, fournit presque toutes les sardines qu'achète la Nouvelle-Zélande.

Les investissements du Japon, de la Corée et de Hong Kong au Canada s'accroissent plus rapidement que les investissements depuis les États-Unis et l'Europe. Certains de ces investissements sont réalisés dans des domaines étonnants comme la production de tubes pour téléviseurs destinés au marché asiatique ou la production de disques pour ordinateurs destinés à l'Amérique du Nord et à l'Europe. Une partie de cet investissement se retrouve ici dans les Maritimes - dans les moulins à papier au Nouveau-Brunswick, dans les usines de conditionnement du poisson ou dans les usines de fabrication de cadres de fenêtre à Terre-Neuve. Considérant l'énorme bassin de capitaux que recèle la région du Pacifique-Ouest, il existe un énorme potentiel de nouveaux investissements asiatiques.

Beaucoup a déjà été réalisé dans notre coopération scientifique et technologique avec le Japon. La coopération canado-nippone dans l'espace a donné des projets conjoints en télédétection et en spatologie. Aujourd'hui, nous collaborons avec le Japon au projet américain de station spatiale. Mais combien d'entre vous savent que la toxine identifiée comme source d'empoisonnement par les moules dans cette province a été finalement isolée avec l'aide de chercheurs japonais participant à un projet conjoint mené dans le cadre de notre accord bilatéral de coopération scientifique et technologique.

Je pourrais continuer à vous donner des faits et des chiffres. Mais d'autres raisons expliquent aussi l'importance qu'a l'Asie pour nous. Le visage du Canada est modifié par les immigrants qu'il reçoit de l'Asie, et qui représentent déjà cinquante pour cent de son immigration. Les résidents de Hong Kong quittent leur territoire en nombre sans précédent, et leur destination préférée est le Canada. Certaines de nos villes se trouvent modifiées par cet afflux, qui crée du dynamisme mais aussi certaines tensions sociales dans des communautés confrontées à une croissance et à des défis qu'elles ne prévoyaient pas.

Comment devons-nous réagir? Premièrement, permettez-moi de vous esquisser certaines des choses que nous ne faisons pas. Nous ne prétendons pas, comme l'a fait un gouvernement précédent, que nous pouvons poursuivre nos intérêts en Asie en tournant le dos aux États-Unis. La "troisième option" supposait que l'Asie et l'Europe nous prendraient plus au sérieux si nous fermions la porte à un accroissement de notre commerce avec les États-Unis. Que notre commerce avec les autres pays s'accroît si nous

prenions des mesures pour empêcher la croissance des investissements américains et que nous construisions des murs plutôt que des ponts sur le quarante-neuvième parallèle. Une telle approche était vouée à l'échec. Les Asiatiques et les Européens ne nous ont pas pris plus au sérieux. Tout au contraire. Maintenant que nous avons signé l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, maintenant que nous avons mis en place un cadre prospectif pour la gestion de notre relation si énorme et complexe avec les États-Unis, le monde a porté attention. Il nous prend plus au sérieux que jamais auparavant: nous en voyons les résultats concrets dans les investissements et dans la façon dont d'autres gèrent leurs relations économiques externes. Cela parce que notre détermination de réussir et notre confiance se sont développées.

Une autre chose que nous ne faisons pas, c'est de tourner le dos à l'Europe. Pour relever les défis posés par une région du Pacifique dynamique, nous n'entendons pas mettre de côté nos liens culturels, nos intérêts commerciaux ou nos engagements politiques en Europe. L'Europe prend le Japon et l'Asie au sérieux. Et le Japon prend l'Europe très au sérieux. Il n'y a pas de raison que la poursuite d'une nouvelle approche agressive et prospective de l'Asie doive se faire aux dépens de quoi que ce soit, sinon de notre complaisance.

Nous ne réagissons pas aux énormes changements que la région nous apporte en devenant un pays craintif ou moins tolérant. L'édification de murs dans nos esprits serait aussi tragique que la construction de murs à notre frontière. Nous devons reconnaître que l'immigration depuis la région modifie notre pays. Le défi est de ne pas rejeter ou empêcher ce changement et de l'utiliser d'une façon qui nous rendra plus dynamiques et plus tolérants.

Notre approche de l'Asie se fonde sur trois grandes hypothèses. Premièrement, la région Asie-Pacifique est importante pour nous. Deuxièmement, nous sommes importants pour l'Asie, et nous sommes capables de livrer concurrence au reste du monde. Troisièmement, malgré nos capacités comme pays, nous ne sommes pas encore prêts à saisir les possibilités que nous offre l'Asie.

C'est ce dernier point que j'aimerais explorer. J'aimerais vous parler du rôle du gouvernement dans l'amélioration de nos capacités de relever le défi du Pacifique, et de votre rôle en tant que gens d'affaires. Si nous ne voulons ou ne pouvons pas livrer concurrence sur ce grand marché régional concurrentiel, nous en souffrirons en tant que pays.

La conclusion de l'Accord de libre-échange était une marque de confiance en nous-mêmes. Elle exprimait notre conviction que nous pouvons concurrencer les meilleurs, et que



nos exportateurs peuvent laisser leur marque dans le monde. Si les Japonais et les Coréens et les Chinois nous considèrent comme une grande puissance industrielle, pourquoi devrions-nous nous percevoir autrement?

Si nous voulons nous faire une réputation mondiale, si nous voulons concurrencer les meilleurs dans la région du Pacifique, nous devons commencer à faire certaines choses différemment.

Premièrement, il nous faut avoir la détermination et la persistance requises pour poursuivre les possibilités qui s'offrent. Il nous faut apprendre à connaître les marchés et consacrer beaucoup de temps et d'effort à nous établir comme fournisseurs fiables. Comme nombre d'entre vous le savent bien mieux que moi, vous ne pouvez pas arriver au Japon ou en Corée, y signer vite un contrat et reprendre aussi vite l'avion. Cela veut dire que vous, dirigeants d'entreprise, ne pouvez pas vous satisfaire d'objectifs trop limités. Vous devez viser haut et reconnaître que la réalisation de vos objectifs nécessitera un énorme engagement. Certains d'entre vous montrent déjà cette détermination. C'est pourquoi de fantastiques réalisations sont obtenues dans les domaines des télécommunications, des biens de consommation, des produits alimentaires, des pièces automobiles et des machines spécialisées. Mais il n'est pas nécessaire que la liste s'arrête là et que le cercle des gagnants reste aussi restreint.

L'Accord de libre-échange offre des économies d'échelle et des possibilités de croissance. Mais nous ne pouvons oublier que nos concurrents américains ou japonais ou européens ne vont pas se contenter d'une part négligeable du marché du Vermont. Ils visent les grands marchés. Ils se rééquipent pour adapter leurs gammes de production aux goûts asiatiques. Ils recherchent le succès. Nous pouvons faire la même chose.

Deuxièmement, il nous faut mieux comprendre l'évolution culturelle de cette région du monde. Il nous faut nous équiper pour comprendre la langue et le milieu de nos clients potentiels. Je juge que c'est une honte nationale que le Canada ait, par habitant, moins de personnes qui étudient le japonais que ce n'est le cas en Australie, aux États-Unis ou chez la plupart de nos concurrents européens. Nous pouvons changer collectivement tout cela, et nous le ferons. Mais vous devez reconnaître, en tant que dirigeants d'entreprise, que vous récolterez beaucoup sur le long terme en investissant un peu dans l'apprentissage des réalités asiatiques, en envoyant vos agents de marketing apprendre le japonais et en vous familiarisant avec les pratiques d'affaires en Asie.

Troisièmement, nous devons commencer à reconnaître que le Japon, en particulier, est en voie de devenir une grande

puissance technologique. Les autres économies dynamiques comme la Corée sont déterminées à lui emboîter le pas. Nous devons donc mettre nous-mêmes plus d'insistance sur la recherche et le développement. Nous devons insister plus sur la coopération avec le Japon pour la mise au point de nouvelles technologies. Nous devons réaligner nos stratégies corporatives sur le long terme. Trente-quatre entreprises américaines et européennes ont déjà des centres de recherche au Japon. Pas une seule société canadienne n'a encore fait ce pas. Nos entreprises doivent suivre cet exemple si elles veulent se maintenir sur nos propres marchés, pour ne pas parler des marchés américains, japonais ou européens.

Quatrièmement, nous devons reconnaître que nos efforts doivent être concertés de façon à se renforcer mutuellement. Les efforts du gouvernement pour nous donner plus d'impact au Japon doivent venir appuyer vos propres efforts sur le marché. Nous devons nous assurer que nos programmes d'échanges sont conçus en tenant compte de vos intérêts à long terme. Lorsque nous choisissons de jeunes leaders pour des programmes d'échanges, nous devons envoyer vos futurs cadres au Japon pour s'y faire des amis, y établir des contacts et y acquérir une meilleure compréhension.

C'est en réponse à ces besoins que nous avons élaboré, en étroite consultation avec nombre d'entre vous, nos initiatives "Pacifique 2000". Notre Stratégie commerciale pour le Pacifique, notre Fonds Pacifique 2000 pour l'apprentissage des langues et des réalités asiatiques et notre Fonds de coopération scientifique et technologique avec le Japon ont tous été conçus en pensant à votre avenir. Mais ils resteront inefficaces sans votre engagement et votre détermination. Ils ne sont pas des cadeaux sans contrepartie. Ils montrent concrètement que le gouvernement croit que vous pouvez laisser votre marque dans le monde, que vous apporterez votre contribution en engageant vos ressources, votre temps et vos efforts pour ce voyage au long cours. J'espère que nos programmes aideront, mais j'espère aussi que dans vingt ans, ces efforts de facilitation auront été oubliés sous l'avalanche des succès que vous vous partagerez tous à l'avantage de tous les Canadiens.